



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 18 mars 2026

ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

S.M.M. sté

ZA DU CHEMIN BLANC
79250 Nueil-Les-Aubiers

Références : 0007201483 / 2026 / 141

Code AIOT : 0007201483

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement S.M.M. sté implanté Zone artisanale du Chemin Blanc 79250 Nueil-les-Aubiers. L'inspection a été annoncée le 05/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 03/03/2026 est réalisée dans le cadre de l'action régionale 'Produits chimiques', qui concerne environ 230 établissements de la région.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- S.M.M. sté
- Zone artisanale du Chemin Blanc 79250 Nueil-les-Aubiers
- Code AIOT : 0007201483
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement SMM fabrique du mobilier, principalement à destination des collectivités.

La société réalise notamment une activité de traitement de surface classée en rubrique ICPE n°2565 sous le régime de l'enregistrement et une activité d'application de peinture (poudre époxy + polyester) classée en rubrique ICPE n°2940 sous le régime de la Déclaration.

Le référentiel réglementaire utilisable pendant l'inspection comporte :

- le Règlement européen n° 1907-2006 du 18/12/2006 dit "REACH" ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12/06/1998 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/03/2022 ;
- l'arrêté ministériel du 09/04/2019 *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2564 et la rubrique n°2565 de la nomenclature [...] ;*
- l'arrêté ministériel du 02/05/2002 *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940.*

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Capacités de rétention des produits chimiques - Atelier	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.II	Demande d'action corrective	2 mois
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37-5.	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques - Dépôt	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.I	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Préfectoral du 12/06/1998, article 5.3.2	Sans objet

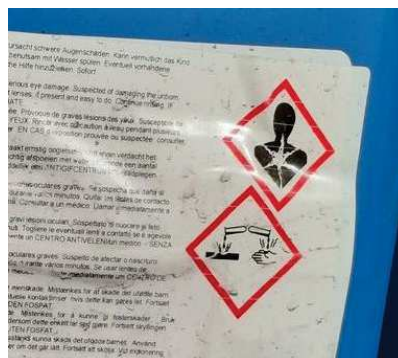
2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas révélé de non-conformité sur la majorité des points de contrôle, néanmoins deux sujets méritent une action corrective : l'exploitant doit tenir à jour un état des stocks de produits dangereux présents sur site et maintenir vide la rétention de la chaîne de traitement. (cf. points de contrôle n°4 et 6).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité [...] Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Le 03/03/2025, lors de la visite de l'atelier de préparation (activité classée en rubrique ICPE 2565) et des éléments de mobilier avant application de peinture (activité classée en rubrique ICPE 2940), nous avons constaté la présence d'un stock de 2 produits chimiques utilisés par cet atelier, conditionnés en bidons en plastique d'une capacité unitaire de 20 litres : <div data-bbox="240 1290 699 1704" data-label="Image">Un plan architectural en coupe transversale d'un bâtiment. Une zone est délimitée par une ligne rouge et étiquetée 'Atelier'. Une autre zone, adjacente, est également délimitée par une ligne rouge et étiquetée 'Dépôt'.</div> <div data-bbox="756 1514 1326 1899" data-label="Image">Une photographie montrant une palette en bois chargée de nombreux bidons en plastique bleu de 20 litres. Les bidons sont empilés en plusieurs rangées sur la palette.</div>



Il s'agit :

- du BONDERITE M-FE 687 IRON PHOSPHATE, produit de phosphatation des surfaces métalliques [acide corrosif, H290, H314, H318] ;
- du BONDERITE C-AD CW CLENEAR ADDITIVE, mélange de tensio-actifs [irritant, H315, H318, H3611d].

Le responsable de l'atelier, utilisateur de ces produits, a été mesure de nous présenter et fournir les fiches de données de sécurité correspondantes, établies par leur fabricant HENKEL, dans leur révision, respectivement, du 04/08/2025 et du 18/08/2025.

On note que deux versions des bidons du BONDERITE C-AD CW CLENEAR ADDITIVE, distantes d'environ 3 mois, étaient présentes dans le stock. La comparaison des bidons montre une évolution des pictogrammes de dangers, le bidon le plus récent affichant, en plus, le pictogramme relatif à l'impact sur la santé. La fiche de données de sécurité du BONDERITE C-AD CW CLENEAR ADDITIVE qui nous a été présentée était à jour de cette évolution.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37-5.

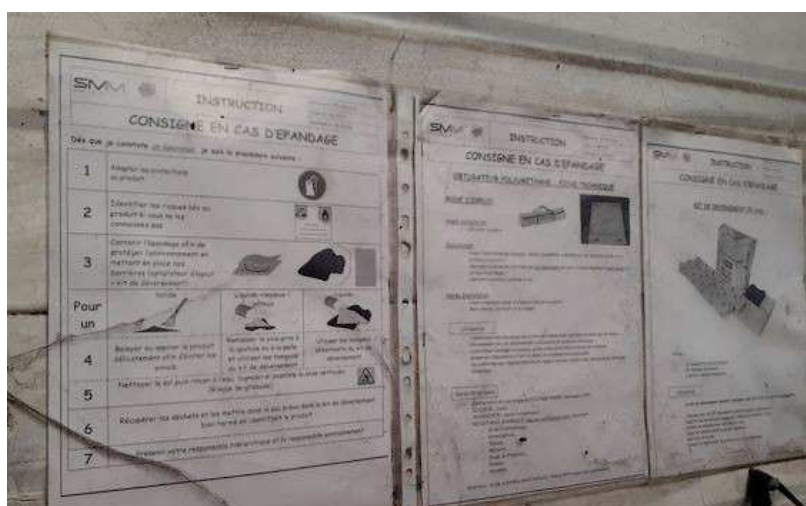
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : [...] a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

Constats :

Le responsable de l'atelier nous a présenté les mesures prévues et moyens disponibles, en cas de dispersion accidentelle (écoulement au sol) du contenu d'un bidon d'un des deux produits chimiques mentionnés au point de contrôle précédent.



Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques - Dépôt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : <p>Article 20 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre [...] de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</p> <p><i>Stockages et rétentions.</i></p> <p><i>I. Dispositions générales</i></p> <p><i>Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</i></p> <p><i>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p><i>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</i></p> <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. <p><i>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</i></p> <p><i>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</i></p> <p><i>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</i></p> <p><i>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de substances ou mélanges dangereux, d'acides, de bases ou de sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est étanche, inattaquable et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</i></p> <p>-----</p> <p>Les dispositions précitées rejoignent celles de l'article 5.3.2 « Cuvette de rétention » de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 12/06/1998 délivré à la société Michel MENARD (SMM).</p>
Constats : <p>Le 03/03/2026, nous constatons que le stock de bidons de produits chimiques utilisés pour la préparation avant peinture des surfaces métalliques est disposé au-dessus d'une cuvette de rétention formée par trois cuvelages métalliques, chacun d'une capacité estimée d'environ 200 litres, conforme au regard du volume stocké.</p>



Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques - Atelier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, articles 20.II et 54

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Articles 20 et 54 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre [...] de la rubrique n°2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Article 20 :

[...]

II. Cuves et chaînes de traitement

Toute chaîne ou cuve de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité de la plus grande cuve ;
- 50 % de la capacité totale des cuves associées.

Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ou des acides ou des bases ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement.

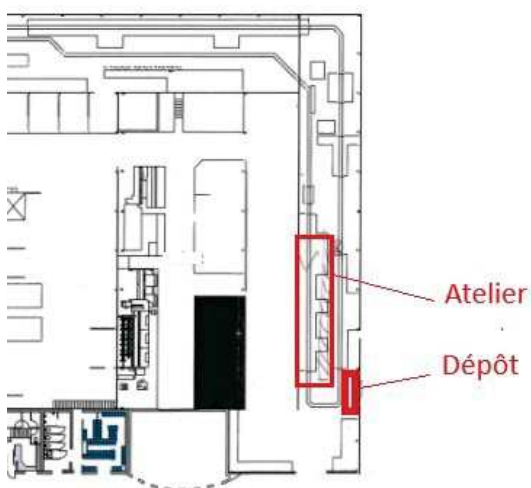
[...]

Article 54 :

[...] Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. [...]

Constats :

Le 03/03/2026, l'exploitant nous fait visiter ses installations, notamment, plus précisément, à notre demande, l'atelier de préparation des surfaces métalliques avant peinture.



Parallèle à la ligne d'aspersion, un caniveau assure une capacité de rétention :



La présence d'un fond liquide et les indications verbales fournies par l'exploitant portant sur ses conditions d'exploitation (recueil régulier d'écoulements et vidange 2 fois par an par pompage par

ORTEC) montrent que cette rétention ne respecte pas l'obligation de rester vide de tout liquide, hors situation accidentelle, fixée à l'article 54 précité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de procéder à la vidange de la rétention aussi souvent que nécessaire afin de respecter les dispositions de l'article 54 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/1998, article 5.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Produits incompatibles
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.
Constats : Le 03/03/2026, nous n'avons pas relevé de produits incompatibles disposés dans une même rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : Article 8 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre [...] de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement <i>[...] L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. [...]</i>
Constats : Le 03/03/2026, l'exploitant n'a pas été en mesure de nous présenter un tel registre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre ce registre intégrant les différentes informations nécessaires conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois